

Mobilisation régionale pour le développement économique

Pour plusieurs régions du Québec, l'heure est malheureusement aux fermetures d'usines, une tendance au plan de l'économie qui suscite l'inquiétude légitime des populations.

De plus en plus fréquemment, les sociétés des pays développés se font un souci comparable pour diverses parties de leur territoire. Comment garantir dans chaque région la création ou le maintien d'une économie dynamique, qui attire des investisseurs, encourage les entrepreneurs et stimule les petites entreprises alors que les ressources se font rares et que les capitaux, les marchés et les personnes sont de plus en plus mobiles?

Pour relever ce défi, les autorités régionales et locales doivent se mobiliser. Elles ont un rôle essentiel à jouer pour l'établissement d'un cadre favorable à un développement économique harmonieux. Par souci d'efficacité, cette mobilisation se traduit le plus souvent aujourd'hui par la poursuite d'un objectif de croissance au niveau supralocal (par exemple au Québec à l'échelle d'une ou plusieurs MRC) plutôt qu'au niveau d'une seule localité.

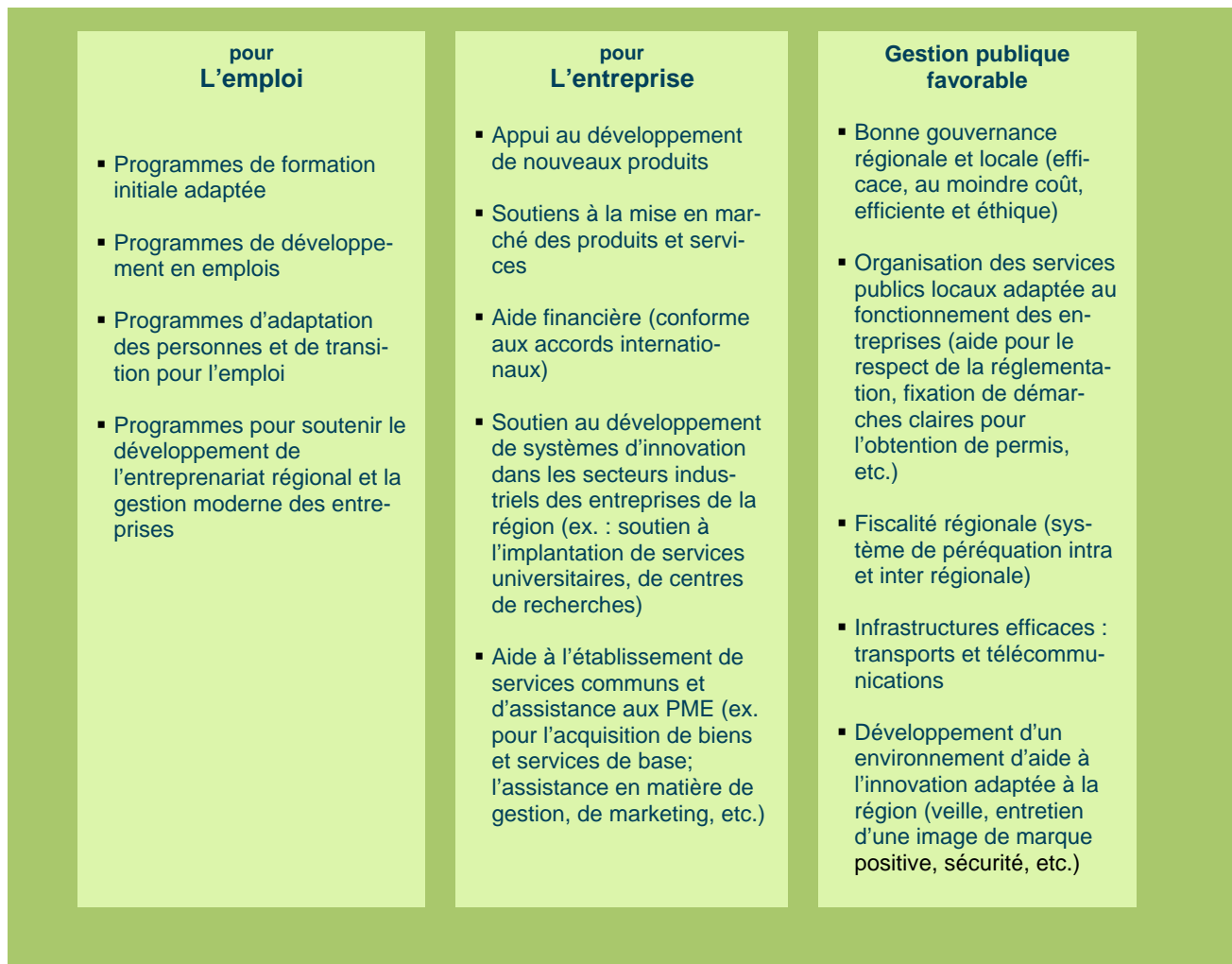
Ainsi, les autorités locales et régionales peuvent actionner directement (pays scandinaves, États-Unis) ou demander, dans les États plus centralisés (pays d'Europe continental, Provinces canadiennes), que l'on actionne de nombreux leviers en faveur du développement économique qui correspond aux forces et aux carences d'une région. L'aide orientée vers l'entreprise (privée, coopérative ou d'économie sociale) doit aujourd'hui permettre également de développer l'entrepreneuriat et la gestion des affaires en vue de consolider et de diversifier la base industrielle et d'assurer la mise au point de nouveaux produits et de susciter ou soutenir l'innovation.

Comme le montre le tableau, les autorités publiques, soutenues par l'administration publique, doivent dorénavant entretenir une vision intégrée et équilibrée du développement régional. Se contenter d'un simple recours à des programmes d'adaptation aux emplois déjà existants sera peu structurant pour l'économie d'une région. De même, des programmes qui ne visent que l'expansion d'une mono-industrie, basée le plus souvent sur une ressource naturelle, risquent plus que jamais, à terme, de déboucher sur l'abandon des populations, le chômage et la pauvreté. Dans les stratégies contemporaines de développement économique régional, on préconise donc une vision intégrant l'emploi, l'entreprise et l'industrie dans un cadre d'une gouvernance régionale renouvelée.

Dans une telle perspective, on comprend également la nécessité observée d'un effort de compatibilité, et s'il le faut d'un ajustement, des politiques des gouvernements nationaux avec les politiques élaborées régionalement.

Les chercheurs de L'Observatoire de
l'administration publique
ENAP : l'Université de l'administration publique

Figure 1 : Panoplie de mesures prises par des Pouvoirs publics territoriaux axées sur l'économie régionale



Références : Publications de l'OCDE; du ministère québécois du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportations, de l'INRS, du Parlement européen.